



February 9, 1999

The Right Honourable Jean Chrétien
Prime Minister of Canada
Room 309-S
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

VIA FAX: 613-941-6900

CANADIAN WATER IS AN ESSENTIAL PUBLIC TRUST – PROTECT IT NOW

We have gathered in Ottawa today with groups from across Canada to express our collective alarm at the failure of governments to protect our most essential public trust – our water. Nothing is more essential to public health, security and well being than water. Yet, in recent months our governments have remained silent while there has been a proliferation of schemes for bulk export of water for private profit.

Time is fast running out on the most serious of those challenges by Sunbelt Inc., a US company seeking millions of dollars in compensation from Canadian taxpayers for lost business opportunity to profit from the sale of BC water. With only 30 days remaining before the Sunbelt challenge moves to a secret NAFTA tribunal, we ask that you inform Canadians of your intentions in this case.

We also ask that you act swiftly to protect Canada's water as a publicly held resource. Recent media reports have hinted that new policies will be introduced by Parliament regarding water exports. The vague policies from the mid-1980s "discouraging" water export have led us to the watershed we now face, fending off opportunistic raids on Canada's waters. Only laws will give us permanent protection and stability.

Groups like the United Nations Environment Program (UNEP) and the Worldwatch Institute predict world water shortages early in the next century. As stewards of over 25 percent of the world's fresh water resources Canada must be a leader in sustainable planetary solutions. This nation will be doubly challenged by having to balance the depletion of its water resources from climate change.

We call upon you today to act in the public interest first by legislating a ban on bulk water exports. International trade agreements must be secondary concerns and must be reopened if they continue to erode our most basic rights to clean accessible water.

Yours truly,

Maude Barlow
Council of Canadians

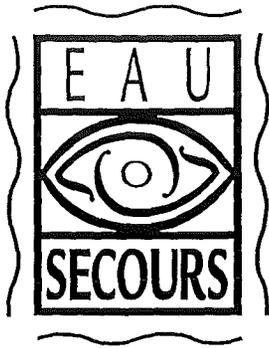
Judy Darcy
Canadian Union of Public Employees

Sarah Miller
Canadian Environmental Law Association

Steve Shrybman
West Coast Environmental Law Association



CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES - WWW.CUPE.CA



le 9 février 1999

Le Très Honorable Jean Chrétien
Premier Ministre du Canada
Pièce 309-S
Chambre des Communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

PAR TÉLÉCOPIEUR AU : 613 941-6900

L'EAU DU CANADA EST UN BIEN PUBLIC ESSENTIEL, PROTÉGEZ-LE DÈS AUJOURD'HUI

Nous nous sommes réunis à Ottawa, aujourd'hui, avec des groupes de tout le Canada pour vous faire part de notre inquiétude collective face à l'échec des gouvernements de protéger notre eau, notre bien public le plus essentiel. Rien n'est plus vital à la santé, à la sécurité et au bien-être de la population que l'eau. Et pourtant, au cours des derniers mois, nos gouvernements sont restés muets alors que prolifèrent les projets des entreprises privées pour exporter l'eau en vrac dans le but de faire des profits.

Le temps presse pour ce qui est du projet le plus sérieux de tous, celui de Sunbelt Inc., une société américaine qui cherche à obtenir des millions de dollars de compensation de la part des contribuables canadiens parce qu'elle n'a pas réussi à profiter de la vente de l'eau de la Colombie-Britannique. Comme il ne reste plus que 30 jours avant que la contestation de Sunbelt ne soit présentée à huis clos devant un tribunal de l'ALENA, nous vous demandons de bien vouloir informer la population canadienne de vos intentions dans cette affaire.

Nous vous prions aussi d'agir promptement pour protéger l'eau du Canada comme une ressource publique. Des rapports publiés récemment dans les médias laissent entendre que le Parlement a l'intention d'introduire de nouvelles politiques sur l'exportation de l'eau. Les politiques vagues du milieu des années 1980 « pour décourager » l'exportation de l'eau nous ont conduits à la situation critique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui : repousser des raids opportunistes sur les eaux du Canada. Seules des lois nous donneront une protection et une stabilité permanentes.

Des groupes comme le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Worldwatch Institute prédisent des pénuries d'eau à l'échelle mondiale au début du prochain siècle. En tant que contrôleur de plus du quart des réserves mondiales d'eau douce, le Canada doit être un chef de file en termes de solutions planétaires durables. Notre pays sera doublement mis au défi car il devra équilibrer l'épuisement de ses ressources d'eau en raison des changements climatiques.

Nous vous demandons d'agir, dès aujourd'hui, dans l'intérêt public tout d'abord en légiférant une interdiction pour l'exportation de l'eau en vrac. Les ententes sur le commerce international doivent être reléguées au second plan et il faut les rouvrir si elles continuent d'éroder nos droits le plus fondamentaux pour l'accès à de l'eau saine.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Maude Barlow
Conseil des Canadiens

Judy Darcy
Syndicat canadien de la fonction publique

Sarah Miller
Association canadienne du
droit de l'environnement

Steve Shrybman
Association de la côte ouest du
droit de l'environnement

